

Conditions particulières (CP) Prévoyance liée (pilier 3a)

Edition 09.2021

Table des matières

1	Champ d'application	5.4	Rachat total ou partiel de l'assurance pour la propriété d'un logement pour ses propres besoins
2	Particularités des contrats de prévoyance liée	5.5	Accord pour le versement de la valeur de rachat
3	Clause bénéficiaire	5.6	Annulation
4	Cession et nantissement	6	Dispositions concernant l'assurance vie liée à des participations
5	Expiration et rachat	7	Attestation concernant les cotisations de prévoyance
5.1	Expiration de l'assurance	8	Libération du paiement des primes et résiliation de l'assurance
5.2	Rachat de l'assurance		
5.3	Rachat total de l'assurance		

Les dénominations de personnes et de fonctions dans les présentes conditions désignent indifféremment les femmes et les hommes.

1. Champ d'application

Si l'assurance est conclue au titre de la prévoyance liée, les présentes conditions particulières prévalent sur les dispositions des conditions générales et des conditions complémentaires en cas de divergence.

Conformément à l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP3), sont considérés comme contrats de prévoyance liée les contrats d'assurance sur la vie qui sont affectés exclusivement et irrévocablement à la prévoyance et dont les modèles sont approuvés par l'Administration fédérale des contributions.

2. Particularités des contrats de prévoyance liée

Le preneur d'assurance et la personne assurée doivent être identiques.

Les assurances de prévoyance liée peuvent être conclues uniquement par des personnes percevant un revenu d'activité lucrative ou de substitution soumis à l'AVS.

La prime annuelle ne peut pas dépasser le montant des déductions admises fiscalement prévu par la loi.

La déduction fiscale des primes suppose une activité lucrative du contribuable. En cas d'interruption temporaire de l'activité lucrative (service militaire, chômage, maladie, etc.), le droit à des déductions est maintenu. La possibilité de payer des primes disparaît en cas de cessation de l'activité lucrative, de même qu'en cas de retraite anticipée, de cessation de l'activité lucrative pour cause de maternité, d'invalidité totale et d'absence de capacité de travail résiduelle, et ce, même si l'âge terme prévu pour le versement des prestations de vieillesse n'est pas encore atteint.

L'âge terme est atteint au plus tard le premier jour du mois où le preneur d'assurance atteint l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS.

3. Clause bénéficiaire

Conformément aux dispositions de l'OPP3, les personnes suivantes ont qualité de bénéficiaires:

- en cas de survie, le preneur d'assurance,
- en cas de décès de celui-ci, les personnes ci-après dans l'ordre suivant:
 - le conjoint survivant ou le ou la partenaire enregistré(e)
 - les descendants directs ainsi que les personnes à l'entretien desquelles le défunt subvenait de façon substantielle, ou la personne qui avait formé avec lui une communauté de vie ininterrompue d'au moins cinq ans immédiatement avant le décès ou qui doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs,
 - les parents,
 - les frères et sœurs,
 - à défaut, les autres héritiers.

Le preneur d'assurance peut désigner un ou plusieurs bénéficiaires parmi les personnes visées à la lettre b, chiffre 2, et préciser leurs droits.

Le preneur d'assurance a le droit de modifier l'ordre des bénéficiaires selon la lettre b), chiffres 3 à 5, et de préciser leurs droits.

Une déclaration de la clause bénéficiaire établie par le preneur d'assurance et non révoquée prévaut sur cette clause bénéficiaire, pour autant que les prescriptions légales selon l'OPP3 en vigueur au moment où l'événement assuré est survenu soient respectées.

4. Cession et nantissement

Sous réserve des dispositions ci-après, le droit aux prestations ne peut être ni constitué en gage ni cédé avant l'échéance du contrat. Aucun prêt sur police ne peut être accordé.

Le droit à la prestation de vieillesse et à la prestation assurée en cas de décès ainsi que le droit existant en cas de versement anticipé de la prestation de vieillesse peuvent être constitués en gage pour permettre au preneur d'assurance d'acquiescer un logement pour ses propres besoins ou de retarder l'amortissement d'une dette hypothécaire grevant un tel logement.

En cas de dissolution du régime matrimonial pour une cause autre que le décès, la totalité ou une partie du droit aux prestations de vieillesse et du droit existant en cas de versement anticipé peut être cédée par le preneur d'assurance à son conjoint ou être attribuée à ce dernier par un tribunal. Dans les mêmes conditions que celles énoncées ci-dessus, le montant à transférer en cas de versement anticipé de la prestation de vieillesse peut l'être à une institution de prévoyance professionnelle (2^e pilier) ou de prévoyance liée indiquée par le conjoint, à sa demande et en sa faveur. Le versement anticipé des prestations conformément à l'article 5 reste réservé.

L'alinéa 3 s'applique par analogie en cas de dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré lorsque les deux partenaires ont convenu de partager le patrimoine conformément aux dispositions sur la participation aux acquêts.

5. Expiration et rachat

5.1 Expiration de l'assurance

L'assurance expire à la date indiquée dans la police (âge terme).

La prestation de vieillesse est échue au plus tard le premier jour du mois où le preneur d'assurance atteint l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS.

5.2 Rachat de l'assurance

Lorsque l'assurance présente une valeur de rachat selon les conditions générales, le preneur d'assurance peut demander le rachat de l'assurance avant l'expiration de celle-ci. Le rachat entraîne la résiliation anticipée de l'assurance dans la proportion correspondante et la naissance du droit à la valeur de rachat.

5.3 Rachat total de l'assurance

L'assurance est entièrement résiliée en cas de rachat dans les cas suivants:

- si l'assurance est résiliée durant les cinq ans précédant l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS,